

# Ce que l'on ne vous dit pas sur les OGM

Bulletin d'information n°14 – Février 2008

## Sommaire :

- On ne pourra plus mentir aux gens sur les OGM.. p 2
- Impact des Bt sur les mycotoxines.. p 3
- L'Arche de Noé végétale.. p 5-6-7
- Eloge du conflit .. p 7-8
- La solution finale Attali.. p 9
- Tirer les enseignements du fiasco..p 10
- La réponse de Monsanto.. p 11

*Ce qui ressort essentiellement des avancées et reculs successifs actuels des pouvoirs publics sur la question OGM, c'est que d'une part la perte des valeurs humaines est alarmante, et que d'autre part cette perte des valeurs offre une voie royale aux lobbies biotech, lequel fait la loi au sens propre.*

*Les arguties les plus saugrenues de ce dernier trouve un écho très favorable auprès de nos sénateurs et députés, tandis que les arguments de bon sens découlant du respect des valeurs de précaution, de solidarité, ont un mal fou à être reçus. Les preuves accumulées des risques des cultures OGM de plein champ n'y changent rien : nos élus sont sourds.*

*Il est à craindre que, pour leur faire entendre raison, il faille employer des moyens plus persuasifs dans les mois à venir...*

*Ce bulletin est rédigé et diffusé par des citoyens soucieux de l'avenir des générations futures.*

## EXCURSION dans la capitale

### Deux jours de MOBILISATION GENERALE à PARIS

Visite de Versailles  
le 4 FEVRIER 2008  
Sur le thème:

« Je suis un Traité qui ne simplifie rien et aggrave tout »

[www.tousaversaillesle4fevrier2008.fr](http://www.tousaversaillesle4fevrier2008.fr)

Aux portes du Sénat  
Le 5 FEVRIER 2008  
Sur le thème:

« Je suis une loi scélérate  
qui légalise la  
contamination génétique »

12h30-15h30, jardin du Luxembourg:  
Pique-nique  
18h, place Saint-Michel-Sénat :  
Défilé aux flambeaux

## QUI FAIT LA LOI sur les OGM ?

Le droit de produire et consommer « Sans OGM », acquis du Grenelle, est remis en question par le sénateur Bizet qui entend instaurer dans la loi, à travers ses propositions, un véritable « droit à contaminer » les productions Sans OGM.

« Qui donc détient réellement le pouvoir ? » : ceux qui prétendent détenir la connaissance scientifique sur les OGM et mènent ainsi le Sénat et le Parlement, ignorants, où ils veulent.

Cette marche du borgne conduisant les aveugles conduira à la même débâcle que celle que connaissent actuellement les marchés financiers et les banques. Mais, concernant les OGM, les conséquences seront irréversibles.

La seule façon d'empêcher cela est d'instituer un contrôle indépendant et transdisciplinaire de ces « experts ». En l'absence d'une telle institution réellement indépendante, il est du devoir de la société civile d'empêcher l'irréversible d'être commis.



**Found It.**  
Challenge.  
Innovation.  
Inspiration.

**Trouvé !**  
Welcome to the  
Bayer HealthCare  
Career Website

On produit les pesticides  
les plus dangereux...

On a inventé le Phosgène,  
le Zyction-B pour les Nazis...

On a testé des médicaments  
à Auschwitz sur des déportés...

On a inventé l'héroïne pour  
endormir la jeunesse...

On est leader dans les  
Nérotechnologies, les OGM...

Jeune, bienvenue dans la  
Dernière aventure humaine !

## G.E. SERALINI :

« "On ne pourra plus mentir aux gens sur les OGM", estime Gilles Eric Seralini, professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen, selon qui l'activation de la clause de sauvegarde pour suspendre la culture du maïs OGM MON810 en France révélerait au grand public l'insuffisance des tests effectués jusqu'à présent.

Q: **Que signifie la polémique au sein de la Haute autorité sur les OGM?**

R: Les tests effectués jusqu'à présent sur l'impact des OGM en matière de santé et d'environnement, présentent des lacunes énormes. Il s'agit par exemple de tests faits pendant trois mois sur des rats pour mesurer des effets sur le sang ou les organes du corps. Ils servent de modèle pour tous les mammifères et pour l'homme. Pour certains, au sein de la Haute autorité provisoire sur les OGM, ces tests sont suffisants, pour d'autres ils sont grandement insuffisants. D'où une grosse polémique, d'autant plus qu'on a commencé à trouver des signes de toxicité, après seulement trois mois chez des animaux ayant consommé des OGM.

Q: **Le débat sémantique au sein de la Haute autorité entre "interrogations" et "doutes sérieux" n'est-il pas risible?**

R: Le principe de prudence n'a jusqu'à présent été appliqué ni par la France, ni par l'Europe, ni par les Etats-Unis. On a autorisé le maïs OGM dans le monde entier en n'ayant pas mieux que ces tests sur trois mois, alors qu'on a normalement des tests de deux ans pour autoriser un médicament ou un pesticide. Si on écrit "doutes sérieux", cela veut dire que l'ensemble des commissions du monde qui ont travaillé sur le sujet, et ceux qui les ont présidées, ont été malhonnêtes ou incompetents. Toutes les autres commissions ont été gentilles avec les industriels, et ont dit « on peut signer, il n'y a pas de risque ». Pour la première fois, on fait apparaître au monde entier que le maïs MON810 a été autorisé avec des insuffisances notoires.

Q: **La France peut-elle assumer seule l'application du principe de précaution?**

R: Trois pays européens (l'Autriche, la Grèce et la Hongrie) ont déjà appliqué la clause de sauvegarde pour le MON810. C'est un problème crucial qui décide de l'avenir du monde. L'activation de la clause par la France impliquera une nouvelle évaluation européenne. Cela redéfinira le niveau de précaution pour l'ensemble des autres OGM et donc le niveau de rentabilité des biotechnologies en Europe. Si vous imposez de nouveaux tests, vous plombez le développement économique des OGM. Les questions qui se posent avec le MON810 sont parfois plus graves avec les autres OGM. La communauté internationale, la presse, le grand public, vont se rendre compte qu'on leur a dit que les OGM étaient sains sur la base de tests présentant des insuffisances notoires. D'où un phénomène irréversible: on ne pourra plus mentir aux gens sur ce sujet. » (AFP 11.01.08)

## RAPPORT DE LA HAUTE HAUTORITE

L'avis rendu par le Comité de préfiguration de la Haute Autorité sur la dissémination du MON 810 sur le territoire français, le ...janvier 2008, non seulement a conclu à des faits scientifiques nouveaux sur le MON 810, mais a fait valoir plusieurs arguments qui valent pour TOUS les OGM.

**Les premières études nouvelles qu'il cite l'amènent à constater « l'impossibilité d'une absence de pollinisation croisée entre champs OGM et champs sans OGM à une échelle locale. »** C'est-à-dire qu'il reconnaît, études scientifiques à l'appui, que la coexistence entre cultures GM et cultures non-GM est strictement impossible. Comme le disait Marian Harkin, député irlandaise au Parlement Européen : « **De la même façon qu'on ne peut pas être un petit peu enceinte, on ne peut pas être un petit peu sans OGM.** » Nous sommes donc aujourd'hui confrontés à un choix : **tout OGM ou pas d'OGM ?**

Plus loin, il constate **l'absence d'études d'impact sur les abeilles « en conditions normales d'exploitation »**. Il fait état **d'éléments nouveaux concernant « la dispersion du pollen sur de grandes distances (kilométriques) »** lesquels génèrent un doute sérieux sur la possibilité de la coexistence avec les distances d'isolement de quelques dizaines de mètres préconisées jusqu'ici. Personne n'ignore plus l'hécatombe qui frappe 70% des colonies d'abeilles aux USA et dans d'autres pays : aucune étude n'a été menée à ce jour pour vérifier l'impact des cultures Bt sur les abeilles qui sont indispensables à notre survie.

Concernant les « nouveaux éléments sur les effets sur la faune, l'eau et les sols », il constate la « **possibilité d'effets toxiques avérés à long terme sur les lombrics** », la « **persistance observée des molécules**

**insecticides dans l'eau ou dans les sédiments drainant d'une parcelle, au contact des racines dans le sol, avec une exposition des populations d'insectes.. »**

Dans les « questions insuffisamment prises en compte », il mentionne le fait que « **la protéine produite par le transgène n'est pas identique à celle produite par le Bacille de Thuringe** » (Bt) C'est-à-dire que pour la première fois, une instance officielle reconnaît que la protéine produite par le transgène n'est pas identique à celle que produit la bactérie naturelle. **Ce qui contredit le principe « d'équivalence en substance » défendu par les USA.** Il reconnaît aussi qu'on ne sait pas si un même transgène se comporte de la même manière suivant les variétés de plante dans lesquelles il est inséré. **Ces deux constats remettent en cause la validité de l'ensemble des procédures d'évaluation actuelles basées sur l'action de la protéine naturelle et donnant une seule autorisation par espèce quelles que soient les variétés concernées.**

« **La question de la production de peptides de séquences inattendues par le MON 810 a été soulevée, ainsi que leur impact sur le développement des insectes invertébrés, et la faiblesse du dossier d'évaluation sur ce point a été soulignée...** » (les peptides sont des protéines non codées). C'est-à-dire que l'on observe une carence d'évaluation scientifique sur des questions majeures, telles que la production de protéines inconnues, sur un OGM qui a pourtant reçu une autorisation et a été cultivé sur 75 000 ha en Espagne et environ 22000ha en France en 2007. Ainsi, « **une large majorité de participants a souligné l'insuffisance du test à 90 jours** »...(..) « **..l'absence d'évaluation des effets endocriniens, tératogènes, et trans-générationnels.** » Quant à la quantification de la modification des pesticides liée à l'utilisation du MON 810, elle « **doit être davantage étudiée.** » **La validité de l'ensemble des procédures d'évaluation des OGM est donc remise en cause.**

Concernant les éléments économiques, « **Les informations disponibles ne concernent que la dimension micro-économique (pour l'exploitation)..** » C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'évaluation économique incluant toutes les données dans toutes les dimensions. De plus ce qui a été avancé concernant une éventuelle « **incidence positive sur les marges à l'ha** », c'est-à-dire un gain possible à l'hectare de plusieurs dizaines de € grâce à la technologie Bt... ne correspond pas à la réalité : le calcul avancé par les semenciers est toujours fait comme si le maïs OGM et le maïs non OGM valaient la même chose, dans un but de propagande auprès des producteurs. Mais le maïs européen non OGM vaut aujourd'hui le double du maïs OGM américain sur le marché mondial. L'intérêt des producteurs serait donc de produire du non-OGM. La seule raison pour laquelle ils imaginent pouvoir gagner plus avec les OGM est que, conjoncturellement l'Espagne, seul pays à accepter les OGM, ne produit pas assez et donc importe du maïs au prix fort. La seule raison pour laquelle ils sont incités par les semenciers à produire des OGM est que ces derniers cherchent à imposer aux agriculteurs la culture « sous contrat » que les OGM initient.

La conséquence de cette politique de promotion des OGM est qu'à moyen terme le cours du maïs européen s'effondrera. Il n'y aura donc pas de gain pour le petit producteur français de maïs seulement la mise en place d'un système d'asservissement qui s'étendra petit à petit à toutes les cultures. C'est pourquoi le Comité souligne : « **le différentiel potentiel de prix entre le produit OGM et le produit conventionnel n'a de plus pas été pris en compte** »

Par ailleurs, « **L'incidence économique des contaminations sur les filières conventionnelles, spécifiques ou biologique a été soulevée, sans trouver de réponse dans la littérature économique. Il en est de même pour les coûts liés à la coexistence (isolement, analyse, transport, ségrégation des lots, externalités économiques et écologiques), les études étant actuellement en cours.** » Il conclut à « **l'insuffisance d'analyse économique au niveau de l'exploitation, des filières et du marché international.** »

Enfin, il termine en disant que : « **Les éléments de portée sanitaire soulevés par le comité s'appliquent également aux éléments de transformation autorisés à l'importation dans l'UE. A plus long terme, il sera important de prendre en compte les impacts écologiques des produits autorisés à l'importation.** »

Ce rapport du Comité de préfiguration de la Haute Autorité ne fait que reprendre ce qui est connu depuis longtemps : il n'invente rien. Aussi ceux qui ont ergoté sur les « **doutes sérieux** » émis par le président du Comité J.F. Legrand feraient bien de prendre garde à ce que ces sérieux doutes ne se transforment pas en catastrophes: **nous serions là pour leur demander des comptes sur leur comportement irresponsable.**

■ ■ ■ ■ ■

Philippe Joudrier, spécialiste des OGM à l'AFSSA, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, et président du Comité d'experts spécialisé Biotechnologies, a affirmé que le maïs Bt contiendrait moins de mycotoxines que le maïs conventionnel dans une interview publiée le 9 janvier 2008 sur <http://www.enviro2b.com> ; « ..les maïs génétiquement modifiés et notamment ceux qui sont résistants aux insectes comme la pyrale, contiennent moins de mycotoxines - substances produites par un champignon ravageur- reconnues cancérigènes pour l'homme, qu'un maïs "classique". Contenant moins de mycotoxines, ces maïs sont donc plus sains pour la santé de l'homme. Une fois présentes on ne sait comment se débarrasser de ces mycotoxines. Ils existent des seuils légaux de ces mycotoxines dans les récoltes et la seule solution que l'on connaisse pour ne pas dépasser ces seuils, c'est de faire des mélanges entre des lots plus touchés avec d'autres qui le sont moins. Empêcher la présence de ces mycotoxines représente donc un "plus" au niveau sanitaire. » Pour lui, les OGM ne seraient non seulement pas nocifs, mais bénéfiques : « ..ils sont bénéfiques et notamment sur cet aspect sanitaire particulier. On sait maintenant qu'il existe un maïs moins dangereux pour la santé, et certains font pourtant tout pour l'empêcher d'être cultivé. »

Curieusement, une étude spécifique, évaluant la réelle efficacité des maïs hybride Bt sur la réduction des mycotoxines -selon toute la littérature scientifique publiée avant 2005-, est beaucoup moins dithyrambique. L'étude réalisée par les chercheurs italiens Francisco Pazzi, Matteo Lener, Luca Colombo, Giovanni Monastra, et publiée dans les Annales de microbiologie, 56 (3) 223 - 230 (2006), affirme que : « **Les résultats obtenus dans la littérature sur le sujet ne montrent pas de variations significatives** dans les contenus d'aflatoxines, zéaralnone et tricothécènes, entre les Bt hybrides et les plants isogéniques de contrôle. **Les seules mycotoxines sur lesquelles le Bt a un effet sont le groupe des fumonisines, mais même dans ce cas des études dans des champs de plantations commerciales ont montré que leur effet est mitigé par des facteurs biotiques et abiotiques.** »

Un « spécialiste » des OGM à l'AFSSA est-il autorisé à ignorer ce résultat, fruit d'un travail d'investigation de toutes les études qui ont précédé sur le sujet ? L'étude s'intitule bien « *Maïs Bt et Mycotoxines : état des recherches actuelles* ». Mr Joudrier n'a donc pu passer à côté avant de formuler des déclarations publiques visant à faire passer les maïs Bt pour un bienfait.

L'étude est formelle : « **Aucune étude n'a mentionné de données sur la concentration de mycotoxine dans les grains de maïs hybride traité contre la pyrale européenne (European Corn Borer - ECB).** » L'étude distingue deux groupes de mycotoxines : « *celles dont les niveaux de concentration réduits sont corrélés avec la présence de maïs Bt (fumonisines) et celles (aflatoxines, tricothécènes, zéaralnone) où il n'y a pas de telle corrélation.* » Pour le premier groupe, l'étude constate : « **L'inefficacité des hybrides Bt à réduire les aflatoxines, tricothécènes, et zéaralnone, est due à la faible corrélation entre le dommage causé par l'attaque d'ECB et l'infection par des pathogènes fongiques qui produisent ces mycotoxines.** Ces types de moisissure utilisent, mis à part la blessure occasionnée par l'insecte, différents passages de pénétration. Les mycotoxines résultantes produites peuvent être trouvées à forte concentration même quand il n'y a pas eu d'infestation par *O. nubilalis*. Par conséquent, des conditions climatiques et environnementales favorables ont été décrites comme influençant leur production de mycotoxines de façon significative (Magg et al, 2002). Par exemple, l'infection par *Fusarium graminearum*, un des principaux producteurs de zéaralnone et tricothécènes tel que le deoxynivalenol, est favorisée par des conditions relativement froides et humides. De plus ce champignon peut aussi pénétrer la plante via la soie de l'épi de maïs. Ceci explique pourquoi

*il peut y avoir des fortes concentrations de mycotoxines même en l'absence de dommages causés par les insectes. Ce facteur, avec les fluctuations marquées dans la population de pathogènes fongiques, peut être considéré parmi les causes principales de la variabilité expérimentée dans les études. Les seules études, citées précédemment, qui ont noté une différence de niveaux d'aflatoxine et de tricothécène étaient celles conduites en inoculant artificiellement la larve et/ou les spores de pathogènes fongiques. Ce type d'analyse, toutefois, ne peut pas être considéré comme représentatif de l'efficacité du maïs Bt dans un contexte réel de culture où, comme il sera décrit plus loin, de nombreux facteurs abiotiques et biotiques peuvent influencer l'attaque fongique et la genèse consécutive des mycotoxines.* »

Concernant les effets du maïs Bt sur les fumonisines, l'étude note : « **même si les données apportent la preuve d'une tendance à la baisse dans la concentration de fumonisines, les études ont été menées au niveau expérimental qui ne représentent pas les conditions au champ réelles.** »

Cette étude pose, en effet, des questions pertinentes, remettant en cause la validité des études menées au seul niveau expérimental. Les champs de maïs Bt devant impérativement être cultivés entourés d'une « zone refuge » pour éviter l'apparition d'insectes résistants, c'est-à-dire de rangs de maïs non OGM (20% environ de la surface totale cultivée), elle interroge : « *Quelle sera l'influence sur la totalité de la concentration de mycotoxines dans les phases ultérieures de la chaîne du produit due au maïs présent dans la zone refuge ? Comment les infestations ECB et les infections fongiques indirectes dans le maïs Bt seront affectées par la proximité de maïs traditionnel ? Comment le maïs traditionnel cultivé des zones refuge sera-t-il traité ?* » Toutes questions qui mériteraient des réponses avant de proclamer des « bienfaits » hypothétiques du maïs Bt.

Non content d'affirmer que le maïs Bt est « *moins dangereux pour la santé* », sans aucune étude scientifique à même d'étayer son propos, Joudrier n'a pas hésité à aller prêcher au Sénat le 17 janvier 2008, lors d'une table-ronde au colloque "Biotechnologies & Agriculture durable" organisé par l'AFIS (Association Française pour l'Information Scientifique)-dont il est membre-, pour convaincre les sénateurs de tous les « bienfaits » des OGM. Ses arguments sur les bienfaits des OGM sont-ils tous aussi scientifiquement étayés que celui sur l'impact du Bt sur les mycotoxines ?

Ils n'ont de toute façon pas pu déparer dans un colloque où était invité, pour s'exprimer à la tribune sur « les variétés de maïs résistantes à la pyrale et l'agriculture durable », Claude Ménara, le transgéniculteur de Bouglon (Lot et Garonne) si fier de contaminer les champs de ses voisins qu'il affirme ne pas exclure la possibilité de continuer à semer son maïs OGM illégalement si l'interdiction est maintenue ! Où s'exprimait aussi Marcel Kuntz, le Directeur de recherche au CNRS qui coure plus vite que les gènes, lequel raconte dans une publication de l'AFIS (Hors série Octobre 2007) qu'il est possible de « rattraper » un gène lâché dans la nature, même chez le colza ! Un colloque où se sont aussi répan- du le sénateur Jean Bizet, le député Jean-Yves Le Déault, Michel Naud, Christophe Terrain, etc..., tous si actifs à propager la propagande des firmes dans leurs argumentaires, tous réunis là pour convaincre les sénateurs que : « *les incertitudes scientifiques sur l'innocuité du maïs génétiquement modifié cultivé en Europe ne sont que « des incertitudes imaginaires voire mensongères tant sur le plan environnemental qu'alimentaire »* (<http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article814>).

Les sénateurs, et les députés qui n'ont pas manqué d'être ciblés aussi, ont-ils à cœur de faire la lumière au milieu de ce tissu de désinformation, vont-ils enfin ouvrir les yeux, ou bien trouvent-ils plus confortable de s'en tenir à cette propagande ? ■■■■

Dans un article du 4 décembre 2007 publié sur le site *Global Research*, F. William Engdahl, commente un projet en cours de réalisation qui échappe aux feux des médias : une forteresse de béton construite dans l'un des lieux les plus reculés du monde, à Svalbard sur l'île Spitsbergen dans la Mer de Barents, près de l'Océan Arctique, à quelque 1.100 kilomètres du Pôle Nord et destinée à abriter des millions de semences. Le Svalbard est un bout de roche stérile appartenant à la Norvège.

Sur cette île perdue, qui donc peut investir des millions de dollars dans un bunker pour semences, une « *doomsday seed bank* » ? « *Doomsday* » évoque le jour du jugement dernier. Une banque de semences pour la fin des temps. En somme, une sorte d'Arche de Noé pour semences en prévision d'un péril apocalyptique imminent...! Qui donc aurait suffisamment de certitude d'une menace, et les moyens, pour se lancer dans un projet d'une telle ampleur ? La réponse est intéressante : Bill Gates, l'homme le plus riche du monde, y a investi quelques 30 millions de dollars par l'intermédiaire de sa Fondation, avec la Fondation Rockefeller, Monsanto Corporation, la Fondation Syngenta et le gouvernement de Norvège.

Officiellement, le projet est nommé « *banque de gènes mondiale de Svalbard* » et la construction est achevée. Selon W.F. Engdahl, « La chambre forte aura des portes doubles à l'épreuve des explosions, avec des détecteurs de mouvement, deux sas, et des murs en béton armé d'un mètre d'épaisseur. Elle contiendra jusqu'à trois millions de variétés différentes de semences du monde entier, « *de sorte que la diversité végétale puisse être préservée pour l'avenir*, » selon le gouvernement norvégien. Les semences seront spécialement enveloppées pour empêcher l'humidité. Il n'y aura pas de personnel à temps plein, mais l'inaccessibilité relative de la chambre forte facilitera la surveillance de toute activité humaine éventuelle. » Pour comprendre pourquoi, alors qu'existent déjà des banques partout dans le monde abritant la quasi-totalité des semences, les deux plus grandes puissances financières et les géants des biotechnologies se donnent tellement de mal pour mettre les semences à l'abri, Engdahl nous livre le fruit de ses investigations. Le premier point remarquable, dit-il, est « qui » parait l'arche de Noé végétale. « Ceux qui s'unissent aux Norvégiens sont, comme noté, la **Fondation Bill & Melinda Gates** ; le géant étasunien de l'agro-alimentaire **DuPont/Pioneer Hi-Bred**, l'un des plus grands propriétaires de brevets d'organismes génétiquement modifiés (OGM), de semences de plantes et de produits apparentés de l'agrochimie ; **Syngenta**, à travers sa fondation, la principale compagnie suisse de semences OGM et de produits de l'agrochimie ; la **Fondation Rockefeller**, le groupe privé qui a créé la révolution génétique, avec plus de 100 millions de dollars de semences depuis les années 70 ; le **CGIAR**, le réseau mondial créé par la Fondation Rockefeller pour promouvoir son idéal de pureté génétique à travers la conversion de l'agriculture. »

### Le « projet »

Engdahl résume ce qu'il a exposé en détail dans son livre *Seeds of Destruction -Graines de Destruction (1)*: « En 1960 la Fondation Rockefeller, le Conseil du Développement de l'Agriculture de John D. Rockefeller III et la Fondation Ford, ont uni leurs forces pour créer l'Institut International de Recherche sur le Riz (IRRI) à Los Baños, aux Philippines. En 1971, l'IRRI de la Fondation Rockefeller, avec leur Centre International d'Amélioration du Maïs et du Blé au Mexique et deux autres centres de recherche internationaux créés par les fondations Rockefeller et Ford, l'IITA pour l'agriculture tropicale, au Nigeria, et l'IRRI pour le riz, aux Philippines, se sont alliés pour former le Groupe Consultatif International sur la Recherche Agricole (CGIAR). Le CGIAR a été formé lors d'une série de conférences privées organisées au centre de congrès de la Fondation Rockefeller, à Bellagio en Italie. Les principaux participants à Bellagio étaient George Harrar de la Fondation Rockefeller, Forrest Hill de la Fondation Ford, Robert McNamara de la Banque Mondiale, et Maurice Strong, l'organisateur

environnemental international de la famille Rockefeller, qui, en tant que mandataire de la Fondation Rockefeller, avait organisé le Sommet de la Terre de l'ONU à Stockholm en 1972. Cela faisait partie des longues décennies de mise au point de la fondation pour détourner la science au service de l'eugénisme, une hideuse version de la pureté raciale, qui était appelée **Le Projet**. Pour garantir un impact maximum, le CGIAR a impliqué l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Banque Mondiale. Ainsi, à travers l'influence soigneusement planifiée de ses ressources initiales, au début des années 70 la Fondation Rockefeller était à même de façonner la politique agricole mondiale. Et elle ne s'en est pas privé. Financé par de généreuses bourses d'étude des fondations Ford et Rockefeller, le CGIAR a veillé à ce que les principaux scientifiques de l'agriculture et les agronomes du Tiers Monde soient amenés aux USA pour « maîtriser » les concepts de production de l'agro-alimentaire modernes, afin qu'ils les ramènent dans leur patrie. Dans l'opération, ils ont créé un réseau d'influence extrêmement utile à la promotion de l'agro-alimentaire étasunien dans ces pays, et plus particulièrement à la promotion de la « Révolution Génétique » des OGM dans les pays en développement. Et tout cela au nom de la science et de la rentabilité du marché agricole libre. »

Engdahl rappelle la filiation qui existe entre le nazisme et son intention de créer une race supérieure arienne, un eugénisme financé dans une large mesure par les généreuses donations de la Fondation Rockefeller (2), et l'engouement des mêmes pour les biotechnologies: l'intention de parvenir à la création d'une race supérieure génétiquement modifiée ne semble plus tout à fait improbable. Le fait que cette même Fondation Rockefeller qui a promu les premières recherches sur le séquençage du génome s'investisse aujourd'hui dans la construction de cette Arche de Noé végétale, pour mettre à l'abri et conserver des échantillons de toutes les graines de notre planète, pose question.

### La Révolution Verte

Il revient sur la création par la Fondation Rockefeller de la fameuse Révolution Verte en 1946, censée déjà résoudre le problème de la faim dans le monde. Celle-ci a de fait servi essentiellement à promouvoir le secteur agro-alimentaire mondialisé, une « stratégie qui incluait le financement de la recherche par la Fondation Rockefeller pour développer quelques années plus tard le génie génétique appliqué aux plantes et des animaux. (..) En réalité, l'introduction des techniques agricoles modernes étasuniennes, les engrais chimiques et les semences hybrides commerciales, ont rendu tous les agriculteurs locaux des pays en développement, en particulier les plus grands et les plus solides, dépendants de l'étranger, surtout des produits de base de l'agro-alimentaire et de la pétrochimie étasuniennes. C'était la première étape de ce qui devait être un processus soigneusement planifié sur plusieurs décennies. (..) À travers la Révolution Verte, la Fondation Rockefeller et plus tard la Fondation Ford ont travaillé main dans la main, façonnant et soutenant les objectifs de la politique étrangère de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et de la CIA. L'un des principaux effets de la Révolution Verte fut de dépeupler les campagnes, de forcer les paysans à fuir vers les bidonvilles autour des villes, en recherche désespérée d'un travail. Ce n'était pas le hasard : cela faisait partie du plan visant à créer des bassins de main-d'œuvre bon marché pour les industries multinationales étasuniennes à venir, ou la « mondialisation » de ces dernières années. »

La Révolution Verte a atteint son but occulte. Quant aux promesses qui avaient permis de la « vendre » aux quatre coins du monde, elles se sont transformées en problèmes dus à l'usage intensif des engrais (tous issus du pétrole et donc des sept compagnies pétrolières dominées par les Rockefeller) et pesticides chimiques, en appauvrissement des sols, (Suite, p 5)

en épuisement des ressources en eau. Les promoteurs de cette révolution chimique—prétendument verte— dans les années 50, ayant contribué à l'endettement des paysans et à la perte des cultures vivrières au profit des cultures d'exportation, se sont reconvertis dans la « Révolution génétique ». Tout comme la première « révolution », celle-ci a surgi avec la promesse d'éradiquer la pauvreté et la faim.

### L'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA)

La Fondation Rockefeller et la Fondation Gates investissent aussi simultanément des millions dans l'AGRA, présidé depuis juin 2007 par Kofi Annan, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies. Engdhal livre un aperçu intéressant de la composition du Conseil de l'AGRA: « ..un Sud-Africain, Strive Masiyiwa, qui est mandataire de la Fondation Rockefeller ; Sylvia M. Mathews de la Fondation Bill & Melinda Gates ; Mamphele Ramphela, ancien directeur général de la Banque Mondiale (2000-2006) ; Rajiv J. Shah de la Fondation Gates ; Nadya K. Shmavonian de la Fondation Rockefeller ; Roy Steiner de la Fondation Gates. De plus, une Alliance pour l'AGRA comporte Gary Toenniessen, le directeur général de la Fondation Rockefeller, et Akinwumi Adesina, le directeur associé de la Fondation Rockefeller (..) et les Programmes pour l'AGRA comprennent Peter Matlon, directeur général de la Fondation Rockefeller ; Joseph De Vries, directeur du Programme pour les Systèmes Semenciers de l'Afrique et directeur associé de la Fondation Rockefeller ; Akinwumi Adesina, directeur associé de la Fondation Rockefeller. » Que recouvre cette nouvelle « priorité » de la Fondation Rockefeller ? »

Engdhal constate que les Fondations Rockefeller et Gates ont travaillé pendant des années, en grande partie sans succès, à promouvoir des projets pour introduire des OGM dans les champs d'Afrique et qu'avec l'AGRA elles continuent à financer la prolifération des semences GM brevetées. Après avoir introduit la monoculture industrialisée qui a détruit la diversité végétale, elles introduisent les OGM bientôt Terminator, et dans le même temps investissent dans l'Arche de Noé végétale. Rien de fortuit pour l'auteur dans cette coïncidence. « À Svalbard, le futur entrepôt à semences le plus sûr du monde sera gardé par les policiers de la Révolution Verte OGM, par les fondations Rockefeller et Gates, Syngenta, DuPont et CGIAR. Le projet du Svalbard sera géré par un organisme appelé Trust Mondial pour la Diversité Végétale (GCDT). Qui sont-ils pour détenir une responsabilité aussi considérable sur la diversité des semences de la planète entière ? Le GCDT a été fondé par la FAO et par Bioversity International (anciennement International Plant Genetic Research Institute), une ramification du CGIAR. Le GCDT est basé à Rome. Son Conseil est présidé par Margaret Catley-Carlson, une canadienne qui est également au comité consultatif du Groupe Suez Lyonnaise des Eaux, l'une des plus grandes sociétés privées de l'eau. Catley-Carlson a aussi été présidente jusqu'en 1998 du Comité sur la Population établi à New York, l'organisation de réduction des populations de John D. Rockefeller, créée en 1952 pour accélérer le programme d'eugénisme de la famille Rockefeller sous couvert de promouvoir le « planning familial, » le système de contrôle des naissances, la stérilisation et le « contrôle de la population » des pays en développement. Les autres membres du conseil de GCDT comptent l'ancien cadre de Bank of America, actuellement chef de Hollywood DreamWorks Animation, Lewis Coleman. Coleman est aussi administrateur de Northrup Grumman Corporation, l'un des plus grands entrepreneurs de l'industrie militaire du Pentagone. Jorio Dauster (du Brésil) est aussi président du conseil d'administration de Brasil Ecodiesel. C'est un ancien ambassadeur du Brésil auprès de l'Union Européenne, et le négociateur en chef de la dette extérieure du Brésil pour le ministère des Finances. Dauster a aussi rempli les fonctions de président de l'Institut du Café Brésilien et de coordonnateur du Projet de Modernisation du Système des Brevets du Brésil, qui consiste à légaliser les brevets sur les semences génétiquement modifiées, une chose jusque-là interdite par les lois du Brésil. Cary Fowler est directeur exécutif de GCDT. Il a été professeur et directeur de recherche au Département pour l'Environnement International et pour les Études de Développement de l'Université des Sciences de la vie de Norvège. Fowler a aussi été principal conseiller du direc-

teur général de Bioversity International. Il y représentait les Centres des Récoltes du Futur du CGIAR, dans les négociations pour le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques. Dans les années 90, il dirigeait le Programme International sur les Ressources Phytogénétiques de la FAO. Il a ébauché et supervisé les négociations du Plan d'Action Mondial pour les Ressources Phytogénétiques de la FAO adopté par 150 pays en 1996. Il est ancien membre du Comité National sur les Ressources Génétiques des Plantes des États-Unis et du conseil d'administration du Centre International d'Amélioration du Maïs et du Blé (CIMMYT) du Mexique, un autre projet de la Fondation Rockefeller et du CGIAR. Le Dr Mangala Rai de l'Inde, membre du conseil d'administration du GCDT, est Secrétaire du Département de la Recherche Agricole et de l'Éducation (DARE) de l'Inde, et directeur général du Conseil Indien pour la Recherche Agricole (ICAR). Il est aussi membre du conseil d'administration de l'IRRI de la Fondation Rockefeller, qui a favorisé la première expérience majeure sur les OGM avec beaucoup de battage médiatique et qui s'est avérée être un fiasco, le « Golden Rice » (riz doré). Rai a siégé comme membre du conseil d'administration du CIMMYT, et comme membre du conseil exécutif du CGIAR. Le Trust des Donateurs pour la Diversité des Semences Mondiales ou les bailleurs financiers comportent aussi « tous les suspects habituels, » comme le dit Humphrey Bogart dans *Casablanca*, le classique du cinéma. En plus des fondations Rockefeller et Gates, les donateurs comptent les géants des OGM, DuPont-Pioneer Hi-Bred, Syngenta de Bâle en Suisse, CGIAR et la très prosélyte et pro-OGM, USAID. Il semble effectivement que les renards des OGM et de la réduction des populations gardent le poulailler de l'humanité, la diversité des semences mondiales, dans le dépôt de Svalbard. » (3)

### Coïncidences ?

Ce sont les sélectionneurs et les chercheurs qui sont les utilisateurs des banques de gènes, même si ces projets tendent à faire croire qu'il s'agit de quelque chose dans l'intérêt des paysans : ceux-ci en vérité ne peuvent utiliser les descriptifs attachés aux semences lesquels ne correspondent pas à leurs besoins, mais aux besoins des reproducteurs. Les plus importants de ceux-ci sont Monsanto, Du Pont, Dow Chemical, Syngenta ...les géants mondiaux des OGM brevetés. Engdhal souligne le fait que « Depuis début 2007, Monsanto détient avec le gouvernement des États-Unis les droits mondiaux des brevets pour les plantes dites « Terminator » ou Technologie de Restriction d'Utilisation des OGM. *Terminator* est une technologie de mauvaise augure, faisant qu'une semence commerciale brevetée se « suicide » après récolte. Le contrôle des semenciers privés est total. Un pareil contrôle et cette mainmise sur la chaîne alimentaire n'ont jamais existé auparavant dans l'histoire de l'humanité. » Une technologie conçue pour forcer le paysan à racheter chaque année sa semence à Monsanto ou autre et qui, si elle était adoptée, rendrait tous les producteurs de nourriture dans le monde totalement dépendants et esclaves des trois ou quatre géants semenciers. Une technologie qui permettrait à ces firmes alliées à quelques gouvernements de refuser les semences à l'un ou l'autre des pays en développement dont il arrive que la politique aille à l'encontre de celle voulue par ces « élites ». On ne peut éviter de penser au groupe Bilderberg dont Rockefeller fait partie aussi.

Engdhal nous met en garde: « Ceux qui disent « *Ça ne pourrait pas arriver* » devraient s'intéresser de plus près aux événements mondiaux actuels. **La simple existence de cette concentration de pouvoir chez trois ou quatre géants privés de l'agro-alimentaire étasunien est une raison d'interdiction juridique de toute culture OGM**, même si le gain de moisson était réel, ce qui n'est manifestement pas le cas. » Comme il le rappelle, « Ces compagnies privées, Monsanto, DuPont, Dow Chemical, n'ont guère d'antécédent sans taches en termes de gestion de la vie humaine. Elles ont développé et multiplié des innovations du style dioxine, PCB, Agent Orange. Elles cachent depuis des décennies les preuves manifestes du danger de cancer et d'autres graves conséquences pour la santé humaine de l'usage des produits chimiques toxiques. Elles ont enterré des rapports scientifiques sérieux sur le plus répandu (*Suite, p 6*) »

des herbicides dans le monde, le glyphosate, l'ingrédient de base de l'herbicide Roundup de Monsanto, qui est lié à l'achat de la plupart des semences génétiquement modifiées de Monsanto, et est toxique quand il s'infiltré dans l'eau potable. (4) Le Danemark a interdit le glyphosate en 2003, quand il fut confirmé qu'il contaminait les nappes phréatiques du pays. (5) » Par ailleurs, Engdhal relève que « le but explicite du lobby des eugénistes, financé depuis les années 20 par de riches familles élitistes, comme Rockefeller, Carnegie, Harriman et autres, incluait ce qu'ils appelaient l'« eugénisme négatif, » l'extermination systématique des lignées indésirables. Margaret Sanger, une eugéniste alerte, fondatrice de Planification Internationale de la Maternité et intime de la famille Rockefeller, a élaboré à Harlem en 1939 un projet nommé *The Negro Project*, qui, comme elle le confiait dans une lettre adressée à un ami, concernait le fait que, « nous voulons exterminer les populations noires, » en ces termes exacts. (6) »

Ce projet peut sembler « passé » ou trop horrible pour être vrai, mais l'auteur rappelle qu'en 2001 « Epicyte, une petite entreprise de biotechnologie de Californie, a annoncé la mise au point de maïs génétiquement modifiés contenant un spermicide rendant les hommes qui le mangeait stérile. Epicyte avait à cette époque un accord de coentreprise pour diffuser sa technologie avec Dupont et Syngenta, deux des sponsors de l'Arche de Noé végétale à Svalbard. Epicyte a depuis été achetée par une société de biotechnologie de Caroline du Nord. Il était étonnant d'apprendre qu'Epicyte avait développé son maïs OGM spermicide avec des fonds de recherche du ministère de l'Agriculture étatsunien, ce même ministère qui, en dépit de l'opposition du monde entier, a continué à financer le développement de la technologie Terminator, actuellement détenue par Monsanto. » Autre fait inquiétant, l'OMS aurait, dans les années 90 promu une campagne de vaccination contre le tétanos au Nicaragua, au Mexique, et aux Philippines, en direction des seules femmes. « Les hommes et les garçons n'étaient pas vaccinés, en dépit du fait qu'ils sont vraisemblablement tout aussi susceptibles que les femmes de marcher sur des clous rouillés. À cause de cette curieuse anomalie, le Comité Pro Vida de Mexico, une organisation laïque catholique romaine, est devenu méfiant et a fait tester un échantillon du vaccin. Les tests ont révélé que le vaccin antitétanique en train d'être colporté par l'OMS uniquement pour les femmes en âge de porter des enfants, contenait de la Gonadotrophine Chorionique ou hCG, une hormone naturelle qui, combinée à une anatoxine tétanique, activait des anticorps rendant la femme incapable de maintenir sa grossesse. » Engdhal résume ainsi l'issue de cette confrontation : « Il a été dit qu'aucune femme n'avait été vaccinée ». Néanmoins, il est apparu plus tard que « la Fondation Rockefeller avec le Comité sur la Population de Rockefeller, la Banque Mondiale (qui abrite le CGIAR), et l'Institut National de la Santé des États-Unis, ont été impliqués dans un projet long de 20 ans, commencé en 1972, afin de mettre au point pour l'OMS un agent abortif dissimulé dans un vaccin contre le tétanos. Par ailleurs, le gouvernement de Norvège, l'hôte de l'Arche de Noé végétale de Svalbard, a fait un don de 41 millions de dollars pour développer un vaccin antitétanique spécial, ayant la capacité de provoquer l'avortement. (7) » Peut-on donc considérer comme une coïncidence le fait que ces mêmes organisations soient impliquées dans le projet de Svalbard? Peut-on considérer comme une coïncidence le fait que l'administration Bush ait dépensé, entre 2001 et 2004, 1,4 milliard de dollars—une somme faramineuse— pour des travaux uniquement liés au bio-terrorisme civil ? L'article d'Engdhal a le mérite de nous obliger à nous poser des questions et aiguïser notre vigilance. (d'après une traduction de Dany Quirion et Pétrus Lombard pour Alter Info)

1 / F. William Engdahl, *Seeds of Destruction*, Montreal, (Global Research, 2007). 2/ Ibid, pp.72-90.

3 Global Crop Diversity Trust : [www.croptrust.org/main/donors.php](http://www.croptrust.org/main/donors.php).

4 Engdahl, op. cit., pp.227-236.

5 Anders Legarth Smith, Denmark Bans Glyphosates, the Active Ingredient in Roundup, Politiken, 15 septembre 2003 : [www.organic.com.au/news/2003.09.15](http://www.organic.com.au/news/2003.09.15)

6 Tanya L. Green, The Negro Project: Margaret Sanger's Genocide Project for Black American's : [www.blackgenocide.org/negro.html](http://www.blackgenocide.org/negro.html).

7 Engdahl, op. cit., pp. 273-275; J.A. Miller, Are New Vaccines Laced With Birth-Control Drugs ? HLI Reports, Human Life International, Gaithersburg, Maryland; juin/juillet 1995, Volume 13, Number 8. ■■■■■

Une dépêche de l'AFP de Bruxelles du 21 janvier 2008, « *Maïs OGM: les Etats-Unis "très inquiets" de la décision de la France* », rapportant les déclarations de Suzan Schwab, la représentante américaine au Commerce, illustre parfaitement les pressions exercées par le lobby américain sur la décision française d'activer la clause de sauvegarde sur le MON 810. « "Nous sommes très inquiets de voir que des gouvernements prennent des décisions **non scientifiques** pour interdire des produits, plutôt que de donner aux consommateurs la possibilité de **choisir**", a déclaré Mme Schwab au cours d'un point de presse à l'issue d'une rencontre avec le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson. » La vérité dispensée par des scientifiques à la solde de l'industrie, et le prétendu libre choix sont bien les arguments utilisés depuis des décennies pour masquer l'entreprise de mainmise sur l'agro-alimentaire. « Cette variété de maïs "**a été cultivée et consommée sans danger**", a-t-elle estimé. » Sans aucune traçabilité, et donc aucune possibilité d'études épidémiologiques aux USA, il est facile d'affirmer cela sans être contredit au plan sanitaire. « "**La grande majorité des scientifiques consultés, y compris en France, ont réaffirmé que le maïs OGM était sans danger**". Me Schwab ne s'embarrasse pas de détail : quelques rares scientifiques (AFIS) de mèche avec la FNSEA et LIMAGRAIN, sollicitent les américains ou répondent à leur demande (on ne sait pas) pour faire front commun contre la décision de la France. **Ils ont été les seuls à proclamer publiquement l'innocuité des OGM et à démontrer ainsi qu'ils ne sont pas dignes de confiance**: aucun scientifique digne de ce nom ne peut aujourd'hui affirmer, en l'état des connaissances actuelles, que les OGM sont sans dangers. Aucun scientifique intègre ne se risque à proférer une telle absurdité.

« Interrogée sur la procédure engagée par les Etats-Unis contre l'UE sur les OGM devant l'Organisation commerciale du Commerce (OMC), Mme Schwab a par ailleurs critiqué la résistance des Européens aux organismes génétiquement modifiés. "*Nous avons tous une responsabilité en ce qui concerne la santé et la sécurité de nos citoyens, et évidemment c'est la première priorité pour nous. Mais dans le cas des biotechnologies, il y a une évidence scientifique claire qu'elles ne sont pas mauvaises*", a-t-elle dit. » Les européens ainsi ne seraient plus libres de décider de ce qu'ils veulent ou ne veulent pas manger ! C'est vrai que nous avons déjà laissé s'installer un précédent puisque l'UE a été condamnée à verser une amende de 150 millions de dollars annuels pour avoir refusé l'importation de viande US aux hormones. La menace actuellement brandie s'élèverait à une amende de 800 millions et à des mesures de rétorsion comme une taxation sur les importations de champagne et autres denrées françaises, pour refus d'OGM !!

Combien de temps encore allons nous supporter un système aussi inique ? Au nom de la concurrence libre et non faussée, combien de temps encore allons nous supporter ce cynisme : « Mme Schwab a par ailleurs mis en garde l'Europe contre l'utilisation des questions environnementales pour justifier des mesures protectionnistes. "*Nous avons été consternés par une série de propositions dans lesquelles nous voyons le climat ou l'environnement être utilisés comme excuse pour fermer des marchés*", a-t-elle dit. »

Une « excuse »! Les européens devraient se sentir coupables de ne pas vouloir manger de la m... , de prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique, de préserver l'environnement ! Mais sur quelle planète habite donc Me Schwab ?

S'il faut être « consternés », c'est bien de voir que ce discours est encouragé par les prises de position de Bernard Accoyer, président de l'Assemblée, le sénateur Bizet, le sénateur Le Déault, etc... Pour qui roulent ces gens ? Sont-ils les représentants des français ou des intérêts d'une élite, tellement assoiffée de pouvoir et d'argent qu'elle en perd la raison ? ■■■■■

Michel Barnier, Ministre de l'Agriculture, a récemment affirmé qu'il souhaite « une commission nationale de débat public sur les OGM » (AFP 23 janvier 2008)...

## Mais quel débat ?

Aujourd'hui, un débat n'est considéré comme démocratique que s'il est « contradictoire », nous disent Miguel Benasayag et Angélique Del Rey, dans leur livre « *Eloge du Conflit* » (Ed. La Découverte, 2007). « *En effet, dans le supermarché des idées, les consommateurs d'opinions doivent être libres de choisir l'opinion qui leur conviendra le mieux. Et quoi de mieux que la contradiction pour nous laisser cette liberté... Mais selon quels critères choisirons-nous ?* » demandent-ils.

L'idée que l'individu peut effectuer le choix de ses opinions comme de ses chaussettes, que c'est là que se situe sa liberté et, qu'autrement dit, toutes les options entre lesquelles il peut choisir se valent également, est devenue la base sur laquelle se fondent nos démocraties. L'agriculteur est « libre » de choisir s'il veut cultiver ou non des OGM, le consommateur est « libre » de choisir s'il veut ou non manger des OGM, le député est « libre » d'avoir une opinion pour ou contre les cultures OGM de plein champ, etc... C'est l'ère du « tout est possible » clairement énoncé par celui qui est devenu le président de la république. C'est l'ère de l'opinion abstraite, détachée de tout réel. Rester dans les termes d'un débat dans lequel le conflit est refoulé, dans lequel s'opposent des opinions stériles n'exprimant aucun point de vue concret, est la norme.

En démocratie, affirment les auteurs, « *la décision politique va donc se jouer à un niveau qui implique une mise à l'écart, la séparation d'avec l'ancrage concret des personnes dans la société. Elle va se jouer à l'écart des conflits véritables, à un niveau abstrait, celui de l'individu...* » Le débat sur les OGM illustre parfaitement cela: il doit être confiné à l'appréciation d'individus prisonniers de leur mythe individuel **sans jamais faire référence à ce qui réellement garantit ou rend possible la vie sur Terre**. Car, si l'on devait s'aventurer sur ce terrain, il faudrait consentir à reconnaître que « tout n'est pas possible », que certains énoncés ou certaines pratiques sont intenables. C'est -à- dire qu'il faudrait reconnaître et accepter l'existence du conflit.

Or, c'est bien ce conflit que nos sociétés néo-libérales s'emploient, sous couvert de démocratie, à réprimer. Sortir du débat contradictoire sur les OGM en faisant surgir le conflit réel, en fauchant les champs OGM ou en racontant publiquement tout ce qui n'est pas dit dans les médias sur les enjeux que masquent la querelle sur les OGM, brise soudain l'édifice des abstractions portées au statut de « réel » par tout un tas de mécanismes du discours. Ces gestes viennent rappeler, qu'au-delà des rododendrons des technocrates ou scientifiques, il existe de vrais champs avec de vraies plantes qui sont semées, puis récoltées, puis mangées et, qu'à chaque étape, des tas de vrais gens subissent les conséquences de la dissémination volontaire et involontaire des OGM dans l'environnement. Ces gens existent et la violence qui leur est faite pose problème. Tous ces gens (80% des français, 70% des européens) veulent non pas discuter pour émettre « leur opinion », mais pour dire ce qu'ils veulent et exiger des politiques qu'ils respectent leur volonté. Bien entendu, nos politiciens très « démocrates » ne voient pas d'un très bon œil cette disposition, car la démocratie tolère la contradiction tant qu'elle respecte le vide sidéral qui habite le débat : elle ne saurait tolérer, l'émergence du conflit. D'ailleurs, au Sénat le 23 janvier, Michel Barnier : « *a tenu à ce que soient rappelées, et le cas échéant appliquées, aux personnes demandant des informations sur les plantations d'OGM, les sanctions prévues en cas de harcèlement ou de dégradation* ». ([http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=a/bulletin/20080121/eco.html&idtable=a/commission/eco/cr\\_grenelle.html](http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=a/bulletin/20080121/eco.html&idtable=a/commission/eco/cr_grenelle.html)). Toute personne cherchant à s'informer sera donc avertie que son refus éventuel de ces cultures ne sera tolérable que s'il demeure abstrait.

## Notre bonheur « doit » passer par les OGM

Le débat auquel Barnier aspire, afin de ne pas « entretenir les peurs et les inquiétudes dans l'opinion publique », est donc une forme d'échange destiné à convaincre le citoyen lambda que la peur ou l'inquiétude qu'il éprouve n'est pas un comportement adéquat : s'il éprouve cela, c'est que quelque chose ne va pas bien chez lui. **L'acceptation placide des OGM est devenue une norme à partir de laquelle se mesure le degré d'insertion de l'individu dans la société.** Des processus d'accompagnement des personnes « en difficulté d'insertion » vont donc être mis en place sous forme de « débats ». La tendance de l'individu auquel on a inculqué l'habitude de refouler son propre point de vue au profit de la vérité dispensée à l'école, dans les médias, etc.. sera exploitée ici au mieux : que vaut sa vérité comparée à la vérité dispensée par un aéroplane de « scientifiques », d'hommes politiques, de « spécialistes » ? Comment cette aversion pour une technologie douteuse qui va s'insérer dans

nos champs et dans nos corps aurait-elle droit de cité dans un monde où n'est validée et reconnue que LA vérité, pointée par les auteurs comme celle « *d'aucun corps, d'aucune perception* » ? Une vérité qui « *n'émane d'aucun vécu qui en constituerait le soubassement* ». Une vérité qui vous lance la nécessité du progrès médical, les exigences économiques de compétitivité, la nécessité de nourrir la population mondiale, à la figure, comme autant d'impondérables face auxquels vos petites inquiétudes paraissent circonstancielles et mesquines. Une vérité décrétée, qu'aucune de vos perceptions ou expériences ne peut venir confirmer, une vérité que vous seriez obligé d'admettre simplement parce qu'elle sort de la bouche des « experts ». Des experts dont la compétence et l'expertise ne sont jamais publiquement évalués, il va sans dire.

Comme le soulignent les auteurs—dont le propos du livre n'est pas les OGM mais, plus largement, l'idéal de transparence masquant le refoulement du conflit - l'intolérance à toute opposition ne cesse de croître : « *Quand aux formes de vie dissidentes par rapport à cette norme, elles seront en permanence soumises à mille tracasseries, quand elles ne seront pas directement réprimées. S'il est vrai que la société et le pouvoir veulent notre bonheur, ils s'arrangent aussi pour que toute autre voie soit très dure, voire interdite. Ne pas désirer comme on le doit est souvent dangereux.* »

Comment se sortir de tout cela ? *Eloge du Conflit* énonce des propositions qui peuvent heurter, mais qui méritent de les considérer avec attention.

## Du deuil des illusions

« *Le problème central de notre culture reste de savoir comment assumer ce que l'on peut appeler un deuil : comment apprendre à penser le monde, la vie -individuelle, comme sociale- sans une promesse de paix perpétuelle?* ». La question posée par les auteurs est celle qui nous concerne directement maintenant. De faux débats en faux débats, tous destinés à nier le conflit, nous sommes conduits à supporter l'inacceptable, au nom d'une paix sociale normée: il n'est pas politiquement correct d'aller faucher au sens propre le fruit du travail d'autrui, seulement de l'aller faucher au sens figuré. La dépossession du fruit du travail des paysans par les multinationales qui vont bientôt détenir les brevets sur toutes les variétés n'est pas une « violence » puisqu'elle a été obtenue selon les processus de négociations en vigueur entre démocraties. A partir du moment où l'on accepte le jeu démocratique tel qu'il est instauré, c'est-à-dire la domination des vérités abstraites, rien ne peut plus témoigner de la violence que nous subissons : nous sommes sommés de nous expliquer sans nous référer à quoi que ce soit de réel, tel que le viol que nous subissons à travers l'introduction en force des semences GM dans nos champs, et dans nos corps.

M.B et A. del R. interrogent : « *Gandhi lui-même n'affirmerait-il pas que la guerre est préférable à l'indignité ?* »

La thèse des auteurs ne saurait être assimilée à une apologie de la guerre. Elle suppose simplement que nous réintroduisons le conflit, et donc la guerre, comme donnée. Sans cela, « *..loin d'en finir avec les guerres, nous les rendons de plus en plus barbares, car nous les laissons se dérouler dans les franges de l'impensé et de l'absence de débat. Pour que la guerre ne soit pas totale, il faut parvenir à inclure à nouveau dans nos schémas de pensée ce qu'on croyait pouvoir éliminer. Voilà le deuil. Voilà la tristesse. Critiquer la guerre à partir de positions objectives et non idéalistes, voilà ce que nous devons tenter si nous voulons l'appréhender comme l'une des formes multiples et contradictoires du conflit, plutôt que comme pur affrontement.* »

## Réguler la guerre pour éviter l'affrontement

« *Ce qui va faire la différence entre la guerre illimitée, sans mesure, et la guerre régulée, c'est que cette dernière n'est pas vue comme un moyen, mais comme une réalité complexe et contradictoire.* » Contrairement à la guerre envisagée comme moyen de gagner la paix, une guerre peut être pensée « *comme une réalité incontournable qu'il faut assumer, parce que—et seulement pour cela— ne pas prendre les armes impliquerait l'acceptation d'une violence plus grande encore.* » (...) **L'autorégulation de la guerre est donc possible quand elle ne relève pas de l'affrontement entre humains et adversaires perçus comme non-humains, mais d'un conflit, nécessairement complexe et multiple.**

Dans le conflit qui nous occupe, la négation de sa complexité et sa multiplicité par les pouvoirs en place **nous mène tout droit vers l'affrontement** : nous savons bien que derrière la clause de sauvegarde sur le MON 810 se tient le spectre d'un tas d'autres OGM, y compris « les OGM clandestins », des nanotechnologies, etc... (Suite, p 8)

L'étau légaliste fabriqué par les multinationales, avec le concours de nos responsables politiques, se resserre inexorablement.

Se référant à Sun Tzu, conseiller d'un roi dans la Chine du IV<sup>e</sup> siècle et auteur de *L'Art de la Guerre*, les auteurs écrivent: « *Poser qu'il y a un art de la guerre, étudier les principes d'une stratégie du combat, c'est reconnaître, paradoxalement, à la fois que la guerre 'doit être', loi indépassable des rapports humains, et que la guerre conduite dans les règles de l'art, c'est la guerre sans combat.* »

Pour les auteurs, parvenir à penser en termes de situation est la clé de cet art: « *...la situation de guerre ne saurait se décomposer entre des moyens et des fins. Elle implique en effet la solidarité organique de tous les éléments de la situation: si l'on agit sur l'un d'entre eux, on agit inexorablement sur les autres.* » La guerre ne peut donc pas être comprise comme une pure transition vers autre chose, comme pur moyen vers une fin. « *Nous sommes responsables, dans la guerre, de la situation présente, et tout ce que nous faisons trouve une lecture et une compréhension intérieure à la situation. C'est ce qui donne des possibilités, mais aussi des limites et des règles à la guerre, comme à toute situation. C'est ce qui nous permet de dire que nous ne pouvons être dupes de l'affrontement, comme s'il était la seule dimension du conflit.* »

### De l'efficacité dans toute lutte

« Faire quelque chose » est un leit motiv des luttes qui s'impose parfois au détriment de la réflexion et de l'efficacité réelle. Aussi, nous disent A.d.R. et M.B., « *Si l'on renonce à l'efficacité conçue en termes d'optimisation des rapports moyens/fins, comment la penser autrement ? La réponse à cette question est contenue dans une pensée de la situation : on est efficace lorsque, en s'inscrivant dans ce qui constitue la situation, moins on en fait, plus on obtient. Dans la philosophie taoïste, ce principe est celui du « non-agir. Il ne doit pas être entendu au sens de ne rien faire, mais au sens où l'action n'est pas le fait d'un sujet qui veut, qui agit pour mettre en œuvre sa volonté—selon, justement, la logique des moyens et des fins. Elle est bien plutôt le fait de la situation elle-même, agissante à travers les acteurs de la situation, à condition toutefois que ceux-ci ne bloquent pas les processus mais se laissent traverser par eux. Ce qui implique une certaine connaissance de la situation pour elle-même, et pas seulement des effets de celle-ci sur les acteurs»*

Ce à quoi nous nous identifions non seulement détermine notre façon d'envisager la lutte mais conditionne le succès de celle-ci : « *Si l'on pense en termes de séparation et d'affrontement, on imaginera qu'il faut fournir une énergie immense pour l'emporter. Les autres, l'« ennemi », la « partie adverse », les « obstacles » apparaîtront alors comme les éléments d'une obscure résistance. Si l'on pense, au contraire, en termes de situation, il n'y aura plus « nous » et les « autres ». Ce qui disparaîtra alors, c'est l'identification à des identités; ce qui apparaîtra, c'est la multiplicité des dimensions. Et dans cette multiplicité nous agissons le plus précisément possible là où c'est nécessaire pour qu'il n'y ait pas pure répétition, mais création de nouvelles dimensions d'être, par déplacement. L'essentiel dans cette perspective est de penser en termes de segments déplaçables, de nouveaux agencements possibles.*

Cette « souplesse », cette capacité d'embrasser la complexité, dépend essentiellement de notre capacité intérieure à renoncer à nous identifier à quelque chose d'autre qu'à la situation dont nous faisons partie. C'est-à-dire à penser ce qui ne dépend d'aucune subjectivité, mais dont toute subjectivité dépend.

En d'autres termes, face au déferlement des technologies, et face aux moyens de guerre mis en œuvre pour nous les imposer dans le but de contrôler les semences, et donc les pays, penser en termes de séparation ne peut que nous conduire à l'impuissance. Même s'ils sont nécessaires, les fauchages, comme l'information, les manifestations, les négociations ou le lobbying ont leurs limites. Ils ne peuvent donc être pensés et vécus comme moyens au service d'une fin, sans que se dresse, à un moment ou un autre, le mur de l'impuissance. Il est donc indispensable d'entrer dans cet esprit qui consiste à penser la guerre sous la forme d'une pensée de la situation. Ceci ne signifie pas la fin des fauchages, de l'information, des manifestations, des négociations ou du lobbying. Ceci signifie seulement que c'est la situation qui, à chaque moment, nous informe de la conduite à tenir, des moyens à utiliser.

La connaissance de la situation est donc déterminante : elle exige d'aller chercher l'information là où elle se trouve et dans des domaines qui dépassent largement les OGM, afin de pouvoir rapprocher des données qui, en apparence, mais en apparence seulement, ne sont pas liées entre elles. Cette approche permet d'intégrer la complexité et d'agir là où il faut quand il faut. Mais elle exige la rupture d'avec toute forme de dogmatisme, toute forme d'identification, toute forme d'appropriation égocentrique de la lutte. Nous ne gagnerons qu'à la mesure de ce que nous sommes capables de concéder: le mythe de l'individu, ses illusions, son sentiment de séparation, sont le véritable obstacle. ■■■■■

## Les semenciers claquent la porte des Nations Unies

Dans *The Guardian* du 22 janvier 2008, un article donne à penser que quelque chose se passe aux Nations Unies qu'il importe de décrypter. Des firmes des biotechnologies qui développent les cultures OGM ont claqué la porte et se sont retirées d'un projet international de grande portée destiné à dessiner les contours de l'agriculture de demain, car le projet de rapport final ne serait pas tendre avec les OGM.

Ce projet qui a pris corps lors du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable, en 2002, et nommé International Agriculture Assessment of Science and Technologies for Development (IAASTD), soutenu par la Banque Mondiale, les Nations Unies (FAO, OMS, PNUD, PNUE et UNESCO), vise officiellement à « élaborer des réponses à la faim et la pauvreté dans le monde, améliorer les conditions de vie des zones rurales et promouvoir un développement durable et équitable grâce à l'accès, l'utilisation et la production de savoirs, de sciences et de technologies agricoles. »

Pourquoi les firmes Monsanto, Syngenta et BASF ont-elles claqué la porte? Selon *The Guardian*, elles ont estimé que « le rapport devrait dire que leur technologie GM peut assurer les ressources alimentaires du futur car les OGM permettent d'accroître les rendements et de rendre les plantes résistantes aux sécheresses et hautes températures. » Visiblement, Bob Watson, le directeur du projet qui se fonde sur le travail de 4000 scientifiques et experts internationaux, n'en est pas convaincu. Déplorant ce départ avant même la finalisation du texte, il craint que cela n'affaiblisse le rapport final qui, selon lui, nécessitait la présence de tous les acteurs du dossier. La version finale devra être rendue en Avril.

L'organe du commerce de l'agro-industrie, CropLife International, dont Monsanto, Syngenta et BASF sont membres, aurait manifesté sa désapprobation aux leaders du projet, disant que « les points de vue de ses membres n'ont pas été reflétés dans le rapport » La version non finalisée du rapport mentionne qu'il existe « un large éventail de perspectives sur l'environnement, la santé humaine et les risques ou bénéfices économiques de la biotechnologie moderne que nous ignorons encore ». Elle mentionne également « qu'il n'est pas évident que les cultures GM accroissent les rendements et met en garde contre le recours à cette technologie dans les pays en développement en ce qu'elle pourrait favoriser la concentration de la propriété des ressources agricoles entre les mains des firmes impliquées, et causer des problèmes avec les brevets. » L'article mentionne la réaction de la prestigieuse revue *Nature* : « Les vues exposées dans le chapitre sur les biotechnologies du rapport, bien que certainement peu nuancées et trop attachées à la précaution, ne représentent pas les errements d'une minorité marginale. L'idée que les biotechnologies ne peuvent pas en elles-mêmes réduire la faim et la pauvreté est une opinion admise au sein de la communauté des agronomes et des décideurs. »

Regroupant une soixantaine de représentants de gouvernements, de la société civile et d'institutions internationales, le projet a l'ambition d'évaluer les connaissances scientifiques et technologiques agricoles en vue de définir les options d'une agriculture durable et de faire émerger des programmes de recherche pour combler les lacunes identifiées.

***Dans beaucoup de lieux donc, les firmes commencent à rencontrer des obstacles là où elles pensaient pouvoir accélérer leur agenda. Après la FAO ayant annoncé que l'avenir, c'est l'agriculture biologique, ce rapport refusant d'accréditer la propagande OGM, la Haute Autorité en France reconnaissant les doutes sérieux, ... il semblerait que la stratégie du mensonge et de la dissimulation de données alarmantes, qui a si bien fonctionné jusqu'ici, ne serve plus aussi bien leur dessein.***

***La pression exercée par la société civile est déterminante dans ce processus. Mais pour continuer à s'exercer, plus de gens doivent s'engager car les moyens dont disposent ces firmes sont colossaux au regard de ceux des associations de la société civile.*** ■■■■■

## Et...le cri d'alerte de Jean Dornac

« *La santé de la mort..ou la mort de la santé* », c'est ainsi que Jean Dornac a intitulé un article dans lequel il pousse un cri d'alerte, sur <http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article5548> ...suite à la lecture du rapport de la Commission présidée par Jacques Attali.

**Faire de la Santé un marché « moteur de croissance » voilà le projet sénile dont a accouché la prétendue très avant-gardiste commission Attali.** Et, bien entendu, « *Accroître la compétitivité des entreprises de biotechnologies* » : *Aujourd'hui à l'échelle mondiale, « la moitié des médicaments les plus innovants sont liés à des brevets issus de recherches en biotechnologies. La France cumule en la matière de nombreux retards » : 250 entreprises françaises exercent dans ce domaine soit 4 fois moins qu'au Royaume-Uni et deux fois moins qu'en Allemagne*. Comme le rappelle Jean Dornac, « nous savons que **les vaccins commencent à contenir des matériaux transgéniques**. C'est vrai pour le vaccin anti-hépatite B tout comme pour le Gardasil supposé protéger les femmes du cancer de l'utérus. Mais, comme l'a démontré le docteur Groussac (voir les articles Vaccins OGM du Docteur Groussac sur le site Altermonde sans frontière), les scientifiques quelque peu délirants qui travaillent dans les labos, soumis aux pressions sans nul doute écrasantes des actionnaires qui veulent voir rentrer rapidement d'immenses bénéfices, sont passés à côté de nombreux points majeurs. Il en résulte, dans le cas du vaccin anti-hépatite B, de nombreux cas de scléroses en plaques (plainte en Justice en cours) et bien d'autres maladies neurologiques et, dans le cas du Gardasil, déjà de nombreux accidents tant en Australie qu'aux USA (voir *Le vaccin Gardasil provoque des dégâts en Australie*). Or, visiblement, **ce sont ces domaines que Jacques Attali et les siens veulent voir développés et soumis totalement aux lois marchandes qui n'ont que faire de la santé des humains** ! Ce que nous préparait Jacques Attali et ses complices, c'est une médecine qui ne sera digne que du docteur Mengele, célèbre bourreaux du camp de la mort d'Auschwitz ! »

Jean Dornac exagérerait en utilisant cette comparaison ? Attendez de lire la suite.

Ainsi après l'Agriculture, n'ayant désormais plus pour fonction de nourrir les hommes mais les actionnaires en priorité, et qui DOIT pour cela se tourner résolument vers le recours aux biotechnologies, mutagénèse, nanotechnologies, etc... voilà la Santé n'ayant plus pour fonction de soigner les gens correctement mais de soigner le portefeuille des actionnaires et devant, elle aussi quel hasard, se tourner résolument vers les biotechnologies. Il faudrait être idiot pour ne pas comprendre en quoi les biotechnologies sont « indispensables » aux actionnaires ...et à eux seuls !

Toujours au même prétexte de « réformes nécessaires », et certes il en faudrait dans ces deux domaines, les propositions de la Commission introduisent la rentabilité, l'efficacité comme critères de mesure de l'efficacité et la qualité du système de soins. « Elle recommande pour cela de « *mettre en place un système transparent et accessible permettant la comparaison des différentes structures de soins* ». Ce dernier mettrait en balance les investissements financiers et les résultats en termes de « *taux de mortalité, de taux de maladies nosocomiales, de temps d'attente moyen aux urgences et encore de taux de reprise suite à opération* », écrit Jean Dornac. Nous avons connu l'expérience de l'agriculture « rentable » : monocultures destructrices de la biodiversité, pollution aux pesticides et engrais, érosion dramatique des sols, contaminations OGM, destructrice des économies des pays du Sud... Rentable pour qui ? Une majorité de français n'ont pas aujourd'hui les moyens de se payer des produits frais tous les jours! Seuls les agro-industriels ont bénéficié des « réformes ».

Aussi les propositions de la Commission Attali inquiètent-elles à juste titre. Jean Dornac, citant l'exemple –vu à la TV- d'une négligence d'un praticien de santé, dont les conséquences peuvent être mortelles, une négligence due à un souci d'économie, il conclut : « ...A partir de cet exemple, **il est évident, et de manière plutôt terrifiante, que ces négligences pouvant conduire à la mort des patients vont se multiplier dans une Santé ayant pour objectif d'être un « moteur de la croissance »**. C'est inévitable ! Pour que ce secteur devienne effectivement un « moteur de la croissance », vous devez comprendre, même si la commission et son président n'en parlent surtout pas, **qu'il faut des malades, beaucoup de malades, toujours plus de malades !** Faites confiance à ces fous, ils sauront nous rendre malades par : a) leur politique d'appauvrissement du peuple, l'appauvrissement étant toujours synonyme de dégradation de la santé ; b) par le chômage, surtout le chômage non reconnu mais bien réel, donc un chômage non-indemnifié qui mène inévitablement vers la misère et la maladie ; c) par la vaccination obligatoire, comme nous le voyons déjà. Et lorsqu'elle n'est pas obligatoire, la machine médiatique entre en campagne cherchant à renverser toute opinion différente. Les cas récents du vaccin anti grippe et du gardasil sont là pour en témoigner. J'aimerais bien savoir combien la CPAM a dû déboursier pour assurer la quasi-permanente campagne par spots télévisés pour convaincre les gens de se faire vacciner dans ces deux cas... On nous farcit les oreilles avec le déficit de la sécu, alors que cette dernière est obligée de faire la pub au service des multinationales de la mort de la santé en dépensant forcément des sommes colossales ! d) par des médicaments aux effets secondaires de plus en plus dangereux au point que, et sans doute à contre cœur, on voit de plus en plus souvent des alertes de l'Afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) signalant que tel ou tel médicament ne devait plus être prescrit ni consommé ! e) par la continuation de la dissémination du chimique dans l'alimentaire ; le Grenelle de l'environnement, à cet égard sera d'une inutilité criante. L'industrie chimique française est bien trop puissante pour qu'un Grenelle quelconque puisse l'écartier. Et puis, le chimique dans l'alimentaire est cause de très nombreux cancers, donc de bénéfices mirifiques pour le système de santé ! f) par la pollution de l'air, notamment par le « droit de polluer » à condition de payer. Ce droit de polluer est un des plus gros scandales de notre époque et montre à quel point on laisse les mains libres à toutes les sortes possibles d'empoisonneurs, pourvu qu'ils nourrissent bien leurs actionnaires et les bénéficiaires des largesses de lobbies... g) par les OGM qu'ils nous imposeront de force, tant dans l'alimentaire que dans les médicaments ; là encore, j'espère que vous ne vous êtes pas illusionné quant à la décision française. Je suis peut-être un atroce pessimiste, désormais, mais je ne peux croire dans la sincérité de la bande de *pinocchio* qui nous gouverne ! h) par les puces qu'ils finiront bien par nous obliger à accepter sous peine de ne plus pouvoir vivre dans la société ; en effet, le danger du puçage de toute la population en Europe comme aux USA se précise de mois en mois. Tenez-vous au courant de ce crime qui, là encore, se prépare sous prétexte d'assurer votre sécurité ! I) par la délimité avancée des nanotechnologies, du clonage, mais aussi par les ondes genre wi-fi et téléphone portable au travers des antennes disposées un peu partout...Et la liste sans doute n'est pas close... »

Mais la raison principale de l'alerte que Jean Dornac a ressentie en apprenant la volonté de Jacques Attali de transformer la santé en moteur de croissance, vient de quelques lignes écrites par ce dernier dans « *L'Homme nomade* », son dernier ouvrage. Lisez-bien : « **Dès qu'il dépasse 60/65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte alors cher à la société ; il est bien préférable que la machine humaine s'arrête brutalement, plutôt qu'elle ne se détériore progressivement.** » Et, « **On pourrait accepter l'idée d'allongement de l'espérance de vie à condition de rendre les vieux solvables et de créer ainsi un marché.** » Comme le dit Jean Dornac, « On sent dans cette phrase tout le mépris qu'a l'auteur pour les « vieux » qui n'ont de raison de vivre encore que s'ils sont « solvables » et permettent de créer un « marché » ! Bien entendu, on comprend tout de suite, compte tenu des précédents de ce bonhomme, que lui et les siens, c'est-à-dire tous les possédants de pouvoirs, qu'ils ne peuvent pas faire partie de ces vieux insolubles ! C'est que, ces messieurs-dames auront suffisamment pillé les peuples pour s'assurer de leur solvabilité ! Ecoeuvrant !... » Mais ce n'est pas fini. Attali renchérit : « **Je crois que dans la logique même du système industriel dans lequel nous nous trouvons, l'allongement de la durée de la vie n'est plus un objectif souhaité par la logique du pouvoir.** » Puis : « **L'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures dans tous les cas de figure.** Dans une logique socialiste, pour commencer, le problème se pose comme suit : la logique socialiste c'est la liberté, et la liberté fondamentale c'est le suicide ; en conséquence, le droit au suicide direct ou indirect est donc une valeur absolue dans ce type de société. » Et enfin, last but not least, ...« **L'euthanasie deviendra un instrument essentiel de gouvernement.** » Attali rejoint ainsi le clan de tous ceux qui oeuvrent dans l'ombre dans le monde à éradiquer une partie de la population mondiale, « obstacle » à son bonheur: les vieux, les indigents, et tous ces salauds de pauvres qui encombrant la planète. Une bonne réforme de la Santé doit donc contribuer à faire de la place tout en rapportant gros à ceux qui s'estiment seuls dignes d'occuper la Terre.

Jean Dornac conclut: « **Après cela, bien que j'ai un horreur absolue de la violence, si nous en arrivons à ce point, alors, oui, je suis convaincu que pour survivre nous n'aurons plus d'autre moyen que de nous armer et nous battre. Ce sera, hélas, la condition de la survie de l'humanité. Ne pas le faire, dans un cas aussi extrême, serait de la lâcheté...** ».

■ ■ ■ ■ ■

A un moment où le débat pour ou contre les plantes génétiquement modifiées est particulièrement aigu, nos sénateurs et députés feraient bien de s'inspirer de l'exemple décrit dans un article de Jean-Yves Griot, publié dans la revue *Cohérence* n°60 (janvier 2008), "*Hormone laitière - la fin des illusions*", faisant retour sur une application des biotechnologies présentée, elle aussi en son temps, comme « prometteuse » : la somatotropine ou hormone laitière.

« On y retrouve les mêmes acteurs : les USA et l'Union Européenne, les laboratoires pharmaceutiques (Monsanto, Elanco Lilly, ...) et les associations de consommateurs et écologistes, les tenants d'une agriculture industrielle et ceux d'une agriculture paysanne », écrit J-Y Griot.

## L'hormone « miracle »

« Produite par l'hypophyse des vaches, une glande située à la base du cerveau, l'hormone somatotropine, aussi appelée BST, commande la production de lait. Grâce aux progrès du génie génétique, il est devenu possible de la produire. Le gène responsable de la production de somatotrophine chez la vache est d'abord isolé puis inséré à l'intérieur de la bactérie *Escherichia coli*. La bactérie ainsi transformée va produire la somatotropine. Il ne restera plus qu'à récolter et purifier l'hormone avant de la donner aux vaches. Une injection de BST à la vache tous les 15 jours permet, dit-on, d'augmenter la production de lait de 15 à 20 %. Autant dire que pour rester compétitif, il n'y a pas à hésiter.

Monsanto et Elanco Lilly obtiennent l'autorisation de mise en marché (AMM) en Afrique du Sud et en Russie dès 1989, mais seulement en 1993 aux USA, bien que la « Food and Drug Administration » (FDA) ait annoncé dès 1988 qu'elle ne voyait aucun argument scientifique pouvant justifier la non homologation. En 2003, la somatotropine bovine est commercialisée dans 19 pays.

## L'Europe fait de la résistance

En France, on fait des essais dans les stations de l'INRA et les fermes expérimentales. **La demande pour son autorisation se fait de plus en plus pressante.** En 1990, **la chose semblait entendre, du moins pour une majorité de scientifiques.** Voici ce qu'écrivait en 1990, J.L. Maubois, chercheur INRA au laboratoire de recherches de technologie laitière, à Rennes : « La somatotropine possède une forte activité galactopoiétique et son utilisation, sous forme retard, permettrait d'adapter rapidement la production laitière aux variations de la demande... La revue systématique des résultats obtenus lors d'expérimentations menées avec les principales races laitières ayant reçu de la somatotropine bovine combinée permet d'affirmer que les teneurs en constituants du lait, intervenant dans sa valeur nutritionnelle ou dans ses aptitudes technologiques **ne sont pas modifiées de façon statistiquement significative.** Par ailleurs, aucun accroissement de la teneur du lait en facteurs hormonaux de croissance (BST et IGF) hors des variations naturellement déterminées n'a été constaté. »

Cependant les critiques s'élèvent : pourquoi vouloir accroître la production des vaches alors que les quotas laitiers empêchent de produire plus ? Pourquoi autoriser une hormone pour le lait alors que les Européens refusent toujours les hormones pour la production de viande ? Une opposition s'organise en France et en Europe autour de la coordination paysanne européenne, des associations de consommateurs, des écologistes (les Verts au Parlement européen). A Bruxelles, la Commission, **malgré la pression de l'administration américaine et des firmes, opte finalement pour un moratoire en 1990.** Il faut se donner du temps pour des études complémentaires. Le moratoire sera reconduit chaque année. Suite à une plainte des USA, l'UE doit rouvrir le dossier en 1998 et confirme sa position en votant un moratoire à durée indéterminée. Cette position n'a pas été remise en cause lors de l'entrée de 10 nouveaux membres en 2004 (la Tchécoslovaquie, qui avait autorisé la BST, l'interdit lors de son adhésion). **Les USA ont toujours contesté ce moratoire pour entraver aux règles de l'OMC.**

## Les consommateurs américains se rebiffent.... et gagnent

**L'avis des consommateurs américains n'a pas été pris en compte lors de l'autorisation de la BST en 1993, la FDA ayant jugé qu'il n'y avait pas de différence entre les laits de vaches traitées ou non à la BST.** Mais aussitôt une association de producteurs du Wisconsin demande l'interdiction de la BST dans cet état, état laitier avec des exploitations familiales de 60 à 100 vaches. Mais la cour fédérale rejette cette demande. Au cours des années suivantes, les enquêtes consommateurs montrent une demande croissante pour le lait bio (sans BST) et une défiance croissante pour le lait ordinaire (avec BST). C'est alors que la chaîne des « Starbuck café » décide de servir du lait et des crèmes glacées provenant de lait de troupeaux n'utilisant pas la BST. Face à une demande croissante de « lait sans hormone », plusieurs groupes laitiers veulent exploiter ce créneau, mais ils sont rappelés à l'ordre par la FDA. **Cette mention « sans hormone » est jugée mensongère** puisqu'on ne peut pas différencier les deux types de lait et que le lait des vaches traitées contient lui aussi des traces d'hormones naturelles. Cependant, la FDA entrouvre la porte en précisant qu'elle tolérera la

double mention : - *lait issu de vache non traitée à la BST* / - aucune différence n'a pu être mise en évidence entre le lait de vache traitée ou non traitée à la BST. /

**Monsanto tente une riposte** : 500 producteurs utilisateurs de BST signent une pétition contre la publicité « mensongère et discriminatoire ». Mais sans résultat car les grands distributeurs (dont Wallmark) mettent en rayon des laits sans hormone avec la double mention. Nous sommes en 2007 et c'est le point de vue des consommateurs qui l'emporte. Le signal est donné : de nombreux industriels et groupes coopératifs laitiers annoncent à la presse et aux éleveurs qu'ils ne ramasseront plus que le lait de troupeaux dont les éleveurs s'engageront par écrit à ne plus utiliser la BST. L'union des coopératives laitières de Californie applique cette mesure depuis l'été 2007. **Une mesure en voie de généralisation rapide aux USA sous peine de perdre ses marchés...(.)** »

## Tôt ou tard donc, le point de vue des consommateurs en Europe, sur la question similaire des cultures OGM, l'emportera.

Les semenciers, les firmes, quelques scientifiques et leurs porte-parole politiques ont beau vanter les « promesses » des cultures OGM, les consommateurs ne veulent pas de produits OGM et ils feront tout pour s'en dispenser. Sans le savoir, ces promoteurs inconditionnels des OGM favorisent l'émergence d'une organisation de la société civile pour mettre en place les marchés échappant aux lois des marchands de mort. Et la création de ces circuits courts concourt à retisser des liens, favoriser les échanges sur divers sujets, et préparer en fait une révolution culturelle dont tous ces décideurs sont absents.

Cette révolution pénètre les cercles scientifiques qui, à leur tour, se mettent à douter du bien fondé de certaines orientations de la science actuelle, et elle vient à la rescousse des scientifiques isolés qui avaient déjà conscience des problèmes. De fortes réserves ont été formulées ces derniers temps là où dix ans en arrière il était impossible d'imaginer seulement questionner la pertinence de certaines applications. Sur la question des pesticides, par exemple, l'Appel de Paris lancé par le Dr Pelpomme, a suscité une prise de conscience et entraîné la levée d'un tabou : les pesticides ne sont pas la panacée vantée par les agro-industriels et les firmes - qui, soit dit en passant, sont les mêmes que celles qui commercialisent les OGM-pesticides.

Ne baissant pas la garde, les firmes continuent à maintenir la pression en arrosant généreusement de leurs financements les unités de recherche qui travaillent dans leur sens et en obtenant des politiques qu'ils fassent de même.

## Mais tout cela mènera à une impasse aussi sûrement que l'hormone laitière n'est qu'un mauvais souvenir.

Car, contrairement à ce que s'imaginent la cohorte des sénateurs et députés toujours prompte à se ranger derrière l'avis de celui qui parle le plus fort, Mr Bizet et Mr Le Déault se trompent lourdement. Ils remporteront peut-être une bataille, mais ils ne remporteront pas la guerre, leur vision étant nettement trop limitée et obscurcie par leur volonté « d'en finir » avec les opposants aux OGM. Le problème n'étant pas ces opposants, mais ce qu'ils incarnent, à savoir la révolution nécessaire pour relever les défis du XXIe siècle. On peut réduire au silence des opposants, on ne réduit pas au silence une révolution indispensable. Là où un tombera, dix se lèveront.

Ce que ne comprennent pas ces farouches défenseurs de l'archaïsme le plus désuet, c'est que les opposants aux OGM ne se battent pas contre les OGM comme une fin en soi, mais pour garantir les conditions de la vie sur terre, ce qui inclut beaucoup plus que le seul arrêt des cultures OGM. La menace qui pèse sur ces conditions n'est pas le fruit de leur imagination : elle est réelle et perçue, de façon plus et plus critique, par l'ensemble de la population. De même qu'est perçue l'origine de cette menace, à savoir l'avidité insatiable d'une minorité de nantis. Ces deux perceptions concourent à rendre plus et plus populaire la résistance à ce qui détruit juste pour le profit.

L'argument des nécessaires « progrès » de la médecine contribue encore à prévenir un rejet massif des nouvelles technologies présentées comme des voies d'avenir dans ce domaine. Mais déjà l'édifice se fissure avec les scandales successifs tels que les anticorps monoclonaux, le « Gardasil », le vaccin contre l'hépatite B, etc., ces promesses non tenues des médicaments obtenus à partir de génie génétique.

Quant à la « compétitivité » que nous octroierions le fait de donner libre cours au déferlement des OGM, ou les millions d'euros investis dans la recherche sur les biotechnologies ou les nanotechnologies, elle procède de la même vue limitée : les USA sont au bord du gouffre économique et cela est la raison de leur politique ultra agressive pour forcer le marché européen. Ce gouffre a été creusé par l'administration Bush, laquelle est composée de nombreux membres ayant travaillé chez Monsanto. Sa mentalité, comme ses pratiques, ont fait la démonstration de leur ineptie. Vouloir entraîner la France ou l'Europe sur la même voie est aussi inepte.

Suite à l'avis émis par le Comité de préfiguration de la Haute Autorité sur la dissémination du MON 810 sur le territoire français, Monsanto devait fournir sa réponse dans un délai de 15 jours. Celle-ci, rendue le 30 janvier 2008, vaut son pesant de cacahuètes et en dit long—si l'on doutait encore—sur le cynisme de la firme.

Dans un long préambule, la forme même de l'avis est mise en question : « La liste des références scientifiques contenues dans l'Avis ne représente en outre qu'une toute petite fraction de l'ensemble des travaux réalisés sur les différents sujets depuis 1998, que ce soit sur la dissémination (six références discutées sur plus de 50 publiées), sur l'apparition de résistance sur les ravageurs cibles (deux références discutées sur plus de 120 publiées) ... » Le fait que les membres du Comité n'aient pas jugé bon de discuter toutes les études redondantes mais se soient concentrés sur celles qui effectivement apportaient des éléments scientifiques nouveaux, n'est pas du goût de Monsanto qui voit là une sorte de discrimination : « Toutes ces études (celles qui n'ont pas été discutées, nda), dont une grande partie a été conduite en Europe, pourraient donc être qualifiées de « faits scientifiques nouveaux » survenus depuis l'autorisation de culture du MON 810. » Chercher les faits scientifiques nouveaux consisterait donc pour Monsanto à prendre toutes les études et, si une majorité disent que tout va bien, discréditer la ou les études qui montrent que tout ne va pas si bien que cela. On appréciera la conception « scientifique » que Monsanto préconise.

Monsanto cite ensuite le chapitre consacré à l'évaluation des risques de l'EFSA (Agence européenne de sécurité alimentaire) : « **Ni la seule démonstration d'un danger potentiel, ni la seule démonstration d'une exposition ne peut suffire à permettre de conclure à l'existence d'un risque.** » On apprend donc ainsi comment l'EFSA parvient à donner des avis favorables à presque toutes les demandes d'OGM : rien ne permet plus de conclure à l'existence d'un risque si l'on n'a pas à la fois le danger et l'exposition, et seuls des intérêts occultes la pousse parfois à émettre des réserves sur un produit pour favoriser une firme ou limiter une autre. En somme une étude démontrant, par exemple, de manière irréfutable un impact négatif sur des populations d'insectes indispensables au maintien de la biodiversité ne pourrait permettre de conclure à l'existence d'un risque au prétexte qu'il n'est pas démontré qu'il y a exposition de ces insectes à la culture en Europe: c'est ce qu'affirme Monsanto pour réfuter les études américaines montrant de tels effets négatifs sur les insectes !

Plus retors encore, vient le passage déplorant un mauvais référencement des études discutées : « *dés lors qu'une référence se trouvait ne pas correspondre à l'objet de la citation, et qu'une autre publication semblait plus plausible, nous l'avons également incorporée à notre analyse.* » Certes, il est regrettable que l'Avis n'ait pas été rédigé dans les règles de l'art, sachant que chaque faute serait traquée par les juristes de Monsanto. Mais incorporer des publications qui n'ont pas été citées, pour analyser ce qui a été dit sur celles qui l'ont été, montre bien que Monsanto n'a cure de savoir si des risques existent ou non: il lui importe seulement de faire échec à l'activation de la clause de sauvegarde qui menace ses intérêts, non pas tant sur le MON 810 dont l'autorisation arrive à expiration, qu'en créant un « dangereux » précédent.

La caractérisation de la dispersion du pollen sur de grandes distances kilométriques, apportée dans l'Avis comme un « fait scientifique nouveau », est repoussée par Monsanto sur la seule base de sa propre notification de 1995, stipulant que:

« 1. la protéine Cry1Ab exprimée dans MON 810 ne représente pas de danger autre que pour certains lepidoptères;

2. la dissémination de MON 810 ne diffère pas de celle du maïs conventionnel et par conséquent la dissémination de MON 810 en soi, ne présente pas plus de danger que celle du maïs conventionnel. La connaissance acquise avec le maïs conventionnel en matière de dissémination après des années de dissémination est donc de facto applicable au MON 810 ; .....après avoir nié pendant des années les faits de contamination (voir l'affaire Percy Schmeiser avec le colza de Monsanto), la firme obligée de les reconnaître aujourd'hui en fait un argument de défense en jouant sur les mots : la dissémination de l'un n'est pas plus dangereuse que la dissémination de l'autre. **Effectivement, la dissémination ne constitue pas un danger en soi. Simplement, le MON 810 n'est PAS équivalent en substance au maïs conventionnel, et c'est bien là que réside le danger.** Par conséquent, la dissémination du MON 810 ne saurait être comparée à la dissémination du maïs conventionnel. La rouerie des firmes a consisté à déclarer que le maïs Bt est « équivalent en substance » au maïs conventionnel, sauf la protéine Cry1Ab qu'il contient. Elles ont ainsi obtenu que l'évaluation ne porte que sur cette protéine, laquelle a bien entendu été déclarée « sans danger ». Or, on sait aujourd'hui que la production de peptides (protéines non codantes) inattendus est le résultat de la présence d'une protéine telle que Cry1 Ab dans la plante. La méthode d'évaluation est donc entièrement à revoir, et c'est bien à cette conclusion qu'est parvenu l'Avis de la Haute Autorité.

3. *l'exposition d'organismes vivants à la protéine Cry1Ab en dehors des champs de MON 810 est faible étant donné le faible niveau d'expression de cette protéine dans le pollen de MON 810, et la faible densité du pollen disséminé.* » A ce jour, aucune étude indépendante n'a pu mettre en évidence l'exact niveau d'expression de la protéine Cry1Ab, tant dans le pollen que dans les autres parties de la plante. Au contraire, les seules études existantes montrent que cette expression est très irrégulière suivant les plantes et les parties de chacune d'elles.

L'analyse « scientifique » détaillée de Monsanto consiste à opposer aux faits de contamination observés et rapportés dans les études citées dans l'Avis, d'autres données dans d'autres études relativisant la fréquence possible de la dissémination. Comme il est néanmoins impossible—et pour cause—à Monsanto de démontrer que la dissémination n'a pas lieu, la firme déclare que « la dissémination du pollen ne permet pas de prédire le niveau de fécondation croisée » et conclut qu'« un niveau bas de flux de gènes a des conséquences négligeables sur la pureté des semences et des grains. » La législation européenne ayant établi le seuil de présence fortuite à 0,9% pour les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, sous l'impulsion du lobby biotech, ces « conséquences négligeables » peuvent donc se retrouver dans nos assiettes (via l'alimentation animale à laquelle est destiné le MON 810) : c'est ainsi que Monsanto, avec l'aide d'une flopée de juristes, a tout prévu. Monsanto reconnaît ainsi pour la première fois que la dissémination des OGM, peut contrairement à celle des non-OGM, générer un risque économique pour les cultures conventionnelles ou bio. En l'écartant au prétexte qu'il reste inférieur à 0,9%, il oublie de préciser que le seuil de 0,9% ne concerne que l'obligation européenne d'étiquetage et que l'Europe a laissé à la discrétion des états de déterminer le seuil du « sans OGM », fixé au seuil de détection en France (0,01%).

Ceci montre qu'il est impossible d'obtenir des garanties d'innocuité sanitaire et environnemental dans le contexte d'un débat se limitant aux recherches effectuées : **on ne trouve ce que l'on cherche, et précisément l'Avis de la Haute Autorité a mis en lumière les nombreuses carences de recherche.** Se servir de cette carence pour prétendre que l'innocuité existe « puisque l'on n'a pas démontré le contraire », ou qu'on l'a démontré d'une façon qui ne répond pas aux critères fixés par Monsanto lui-même, n'est rien d'autre qu'un délit. La réponse de Monsanto, loin de démontrer qu'il n'y a pas de faits scientifiques nouveaux justifiant l'activation de la clause de sauvegarde, démontre seulement que la firme sait parfaitement se servir de tous les interstices juridiques possibles pour faire valoir son point de vue. C'est-à-dire qu'elle démontre, une fois de plus, qu'elle n'a aucune considération pour les risques qu'elle génère, et donc pour les populations exposées, mais considère qu'il s'agit juste d'un différent juridique que son bataillon d'avocats peut gagner haut la main, avec l'aide de ses complices en poste à la Commission européenne. Un communiqué de l'AFP du 31/01/08 précise que « Dans la lettre de Monsanto France, qui se trouve sur son site Internet, la société affirme que « les dispositions de l'article L.535-2 du code de l'environnement », mises en avant par le ministère pour justifier le moratoire, ne sont, selon elle, « pas applicables en l'espèce, tant pour des raisons de procédure que pour des raisons de fond ». Pour Monsanto, « le déclenchement d'une clause de sauvegarde est une matière régie par la législation communautaire directement applicable et qui l'emporte sur le droit national. Or cette législation prévoit des conditions particulièrement strictes de procédure et de fond pour suspendre la culture d'un OGM tel que le MON810 ». Or, l'article 535-2 du code de l'environnement a été utilisé pour la suspension hivernale du MON 810 jusqu'au 9 février. C'est une mesure de droit interne, qui n'a pas, suivant le droit interne, à être notifiée à la CE et le serait en vain puisque la CE conteste la validité de cet article. La clause de sauvegarde ne peut effectivement être prise qu'en respectant la directive européenne 2001/18 art 23, d'application directe et ne nécessitant pas de transcription en droit national. Il faut espérer que, dans sa réponse, Monsanto joue volontairement la confusion et que le gouvernement ne prendra pas sa clause de sauvegarde uniquement en application de l'art L 535-2, auquel cas elle sera automatiquement rejetée par Bruxelles, mais **qu'il l'appuiera aussi sur l'art 23 de la 2001/18 !** Après le dépôt par Paris de la "clause de sauvegarde", la Commission européenne dispose de 60 jours ouvrables pour prendre une décision. Soit elle confie à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) les arguments du gouvernement français, basé sur l'avis de la Haute autorité provisoire sur les OGM qui avait fait état le 9 janvier de ses "doutes sérieux" sur le MON810. Soit elle décide de rejeter immédiatement la requête française. Bruxelles pourrait aussi attendre la nouvelle évaluation, en octobre prochain, du MON810 qui, pour comme tout OGM, doit intervenir après 10 ans d'autorisation. »

En résumé, la réponse de Monsanto est une coquille vide mais juridiquement nuisible. Chaque combat au niveau législatif est piégé vu que tous les règlements et lois en vigueur aujourd'hui sont fondés sur la négation de valeurs élémentaires. Le débat sur la loi doit donc comprendre le débat sur le sens à donner à toute législation. ■ ■ ■ ■ ■

# 2008 SANS OGM

## Adresses utiles

*Les collectifs locaux : Pour les trouver, tapez les mots-clé sur Internet.*

### Collectif des P.O :

collectifantiogm66@voilà.fr  
Tel : 04 68 92 02 63

### Nature et Progrès

Fédération Internationale de  
l'Agriculture Biologique  
16, rue Carnot  
30100 ALES  
np@natureetprogres.org  
Tel : 04 66 91 21 94

### Monde Solidaire

Site : [www.mondesolidaire.org](http://www.mondesolidaire.org)

### Mouvement pour le Droit et le Respect des Générations Futures (MDRGF)

Site : [www.mdrgf.org](http://www.mdrgf.org)

Retrouvez les n° précédents du bulletin sur:

[www.monde-solidaire.org](http://www.monde-solidaire.org), ou sur:

[www.atos.ouvaton.org](http://www.atos.ouvaton.org) (dans: Agri-cultures)

## CONTAMINATION...encore !

Le 3 février 2008

« Dans le cadre du dispositif d'étude et de suivi des contaminations génétiques sur maïs, mis en place en 2007 par le Conseil Régional du Centre et Bio Centre, l'une des analyses effectuées sur pied, dans une des parcelles de la région, **a mis en évidence une contamination de 2,3% par du MON 810**. Les parcelles étant à priori éloignées des champs OGM, une contamination génétique de semences pourrait être à l'origine de la pollution observée. (..) »

**Nul besoin d'autres éléments pour prouver que la coexistence entre cultures OGM et toute culture non-OGM, ainsi que l'étanchéité des filières sont impossibles !** Toute la transparence doit être faite sur la traçabilité des filières, de la production des semences au stockage des récoltes. (..) »

Source: Collectif FV Centre

« **SANS OGM** »,

**C'EST SANS OGM !!**

## LE PRIX DE L'INFORMATION

**Vous pensiez que vous aviez le DROIT de savoir OU se trouvent les parcelles de culture OGM ? Sachez aujourd'hui que ce droit pourrait avoir un PRIX !**

Un communiqué de l'AFP du 29 janvier 2008 indique en effet qu'un « **"délit de destruction de champs"** a été introduit en commission dans le projet de loi sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), examiné en séance publique au palais du Luxembourg à partir du 5 février » selon l'indication du sénateur UMP Jean Bizet, rapporteur de ce texte au Sénat. « Au cours d'une conférence de presse, M. Bizet a présenté l'instauration de ce délit, **passible de deux ans de prison et 75.000 euros d'amende** comme la **"contrepartie" de l'obligation de transparence**, fixée par le projet de loi "au niveau de la parcelle". **Ce délit de fauchage sera aggravé lorsque la destruction portera sur un essai de recherche, la peine pouvant être portée à trois ans de prison et 150.000 euros d'amende.**

C'est-à-dire que le sénateur Jean Bizet au service du lobby biotech, -celui-là même qui était l'auteur d'un rapport de mission parlementaire reprenant scandaleusement mot pour mot la propagande des firmes en guise d'arguments-, vient nous dire aujourd'hui que **l'information sur la localisation des parcelles nous sera concédée si le lobby obtient une contrepartie**. On croit rêver ! Donc, et au moins cela est clair, **c'est le lobby biotech qui commande puisqu'il peut marchander au plus haut niveau de l'Etat les conditions de notre légitime information !** On le savait, mais voilà qui est dit.

En somme, il est possible de reconnaître publiquement les doutes sur les cultures OGM, il est possible d'en alerter la population, il est possible de faire le constat de l'échec des OGM à tenir leurs promesses, le constat des contaminations avec toutes leurs conséquences sanitaires, environnementales, économiques et éthiques, il est possible de se rendre compte que l'on n'a pas besoin des OGM, mais il est impossible de toucher aux cultures commerciales et aux essais OGM actuels ! Il est possible de voir que l'on va droit dans le mur, mais il est interdit, sous peine d'emprisonnement, de donner un coup de volant pour l'éviter !

Et tout cela, parce qu'une majorité d'ELUS (sénateurs, députés) prennent des décisions sans comprendre les enjeux, ou bien « au service de » ...

**A LA VEILLE DES ELECTIONS MUNICIPALES ET CANTONNALES, INFORMONS LES CANDIDATS QUE NOUS NE LAISSERONS PAS ENTRER LES OGM DANS NOS CHAMPS...**

**INFORMONS LES QU'ILS DEVRONT ASSUMER LA RESPONSABILITE DES CONSEQUENCES S'ILS PACTISENT AVEC LES SEMEURS DE MISERES...**

**Ne les laissons pas faire tranquillement leur campagne électorale sans s'engager à respecter notre droit à produire et consommer SANS OGM.**